

Puis la quatrième question:

Si tel est le cas, quelle somme représente cette augmentation, dans les achats, par les consommateurs, de boîtes de fruits mélangés?

La réponse est qu'il n'y a, là-dessus, aucun renseignement.

**M. Knowles:** Est-ce que je puis poser une autre question?

**M. Kirk (Shelburne-Yarthumbouth-Clare):**

Date	minimum	Salaire maximum	plus indemnité de vie chère
1 <sup>er</sup> avril 1939	\$1,020	\$1,500	—
1 <sup>er</sup> août 1941	1,020	1,500	\$142.92
1 <sup>er</sup> août 1942	1,020	1,500	221.04
1 <sup>er</sup> juillet 1944	1,200	1,620	221.04
1 <sup>er</sup> avril 1946	1,320	1,800	221.04
1 <sup>er</sup> août 1946	1,320	1,800	313.32
1 <sup>er</sup> septembre 1946	1,644	2,124	le salaire et l'indemnité de vie chère sont réunis
1 <sup>er</sup> octobre 1947	1,620	2,160	
1 <sup>er</sup> octobre 1948	1,800	2,340	
1 <sup>er</sup> décembre 1950	1,920	2,628	
1 <sup>er</sup> octobre 1951	2,028	2,628	
1 <sup>er</sup> décembre 1951	2,220	2,850	
1 <sup>er</sup> décembre 1953	2,400	3,060	

**DONS DE POISSON SALÉ—ACHATS EN NOUVELLE-ÉCOSSE**

**M. Balcom:**

1. Quelle est la valeur, en dollars, du poisson salé que le gouvernement fédéral achètera en Nouvelle-Écosse et enverra, à titre de don, à la Corée et à la Grèce?

2. Quelle somme approximative représente, en dollars, le poisson salé déjà acheté en Nouvelle-Écosse?

**M. MacNaught:**

- \$190,000.
- \$140,000.

ÉDIFICE DE L'ÉTAT, À VERNON (C.-B.)

**M. McLeod:**

1. Quels progrès ont accomplis les projets relatifs à la construction d'un édifice de l'État dans la ville de Vernon (Colombie-Britannique)?

2. Les crédits destinés à cette entreprise ont-ils été diminués?

3. Si tel est le cas, quelle somme représente cette diminution et à quelles fins cette somme sera-t-elle utilisée au cours de la présente année?

**M. Bourget:**

1, 2 et 3.—Les prévisions budgétaires relatives à l'année financière se terminant le 31 mars 1955, indiquent à la page 447 le crédit voté par le Parlement pour l'année financière 1953-1954 et le crédit demandé pour l'année financière 1954-1955. Le dernier montant est destiné au parachèvement des plans en voie de préparation.

**Des voix:** Règlement!

**M. l'Orateur:** Il a été répondu à la question.

**SALAIRE PAYÉ AUX FACTEURS À HALIFAX**

**M. Balcom:**

Au cours de la période allant de 1939 à 1945, quels ont été le minimum et le maximum du salaire payé aux facteurs dans le district postal d'Halifax?

**JOURNAUX ET PÉRIODIQUES—TARIF POSTAL**

**M. Knowles:**

1. Quelles personnes, quels groupements et(ou) quels périodiques, s'il y a lieu, ont demandé au Gouvernement de modifier la loi sur les Postes, en vue d'accorder le droit de poster un journal ou un périodique à d'autres endroits que celui de la publication, tout en bénéficiant du tarif postal réduit accordé aux journaux et périodiques?

2. A quelles dates a-t-on formulé ces observations a) par lettre ou autres moyens de correspondance, b) au cours de visites aux ministres du cabinet rencontrés individuellement ou en groupe?

3. Quelles réponses ont été faites à ces demandes?

4. Des personnes ou des organisations ont-elles formulé des observations en sens contraire au Gouvernement?

5. Si tel est le cas, quels sont les noms de ces personnes ou groupements, et à quelles dates ces observations ont-elles été formulées?

6. Quelles réponses ont été faites à ces observations?

**L'hon. M. Pickersgill:** Monsieur l'Orateur, dans le cours normal des choses, cette question devrait être transformée en ordre de dépôt de documents. Cependant, étant donné l'intérêt général et la simplicité de la question, peut-être pourrais-je y répondre oralement, du moins en partie.

Le 21 janvier, l'Association des périodiques a formulé des observations à un comité de ministres, composé du premier ministre, du ministre des Postes et de moi-même. La délégation comprenait: MM. Napier Moore, Roy Parry, Floyd Chalmers, J. Kent Cooke,